



18 octobre 2023

(23-6999)

Page: 1/25

Organe d'examen des politiques commerciales

Original: anglais

EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

RAPPORT DE

L'ALBANIE

Conformément à l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (Annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), la déclaration de politique générale présentée par l'Albanie est reproduite ci-après.

Note: Le présent rapport fait l'objet d'une distribution restreinte et ne doit pas être communiqué à la presse avant la fin de la première séance de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales portant sur l'Albanie.

Table des matières

1 INTRODUCTION	4
2 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE	4
2.1 Stabilité macroéconomique	4
2.1.1 Politique monétaire et inflation	6
2.1.2 Politique budgétaire	6
2.2 Réformes structurelles	7
2.2.1 Réforme du secteur de l'énergie.....	8
2.2.2 Numérisation	8
2.2.3 Lutte contre la corruption.....	9
2.2.4 Réforme du système judiciaire.....	9
2.2.5 Réforme du secteur du tourisme	10
2.3 Développement du secteur privé.....	10
2.3.1 Amélioration des conditions de l'activité des entreprises	10
2.3.2 Investissements stratégiques	11
2.3.3 Zones de développement technologique et économique (TEDA)	11
2.3.4 Enregistrement des entreprises et régime de licences	11
2.3.5 Dialogue public-privé.....	11
3 ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE	12
3.1 Données commerciales.....	12
3.2 Élaboration et coordination de la politique commerciale.....	13
3.2.1 Principales avancées en matière de politique commerciale	13
3.2.1.1 Procédures douanières.....	13
3.2.1.2 Mesures sanitaires et phytosanitaires.....	14
3.2.1.3 Normalisation	15
3.2.1.4 Réglementation technique et accréditation.....	16
3.2.1.5 Politique de la concurrence	16
3.2.1.6 Aides publiques	17
3.2.1.7 Droits de propriété intellectuelle.....	17
3.2.1.8 Agriculture et pêche	18
3.2.2 Commerce des services	20
3.2.2.1 Secteur financier.....	20
3.2.2.2 Secteur bancaire.....	21
3.2.2.3 Secteur non bancaire.....	21
3.2.2.3.1 Communications électroniques	22
3.2.2.3.2 Services postaux.....	23
3.2.3 Coordination et suivi de la politique commerciale.....	23
4 OBJECTIFS ET ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE.....	23
4.1 Participation aux négociations de l'OMC	23
4.2 Processus d'adhésion de l'Albanie à l'Union européenne	24

4.3 Intégration régionale	24
---------------------------------	----

1 INTRODUCTION

1.1. L'Albanie adhère pleinement au principe d'un système commercial multilatéral mondial ouvert, non discriminatoire et fondé sur des règles. Depuis son accession à l'OMC en 2000, elle a mis en œuvre les obligations qui découlent des engagements qu'elle a contractés dans le cadre de l'OMC et a activement participé à diverses initiatives de l'OMC. L'Albanie a adhéré à l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges, a accepté la Liste CXLVI dans le cadre de l'élargissement de l'Accord sur les technologies de l'information, s'est associée à l'Initiative liée à la Déclaration conjointe sur la réglementation intérieure dans le domaine des services, a ratifié l'Accord de l'OMC sur les subventions à la pêche et rédige actuellement l'instrument d'acceptation de ce dernier. Depuis l'année dernière, l'Albanie a accéléré son processus d'accession à l'AMP.

1.2. L'Albanie met en œuvre les accords de libre-échange qu'elle a conclus avec l'Union européenne, les Balkans occidentaux (ALEEC), la Türkiye, les Parties à l'AELE et, suite au Brexit, avec le Royaume-Uni. La politique commerciale albanaise a suivi une approche libérale dans son élaboration, en mettant davantage l'accent sur la facilitation des échanges que sur les réductions tarifaires.

1.3. L'Albanie réalise près de 98% de ses échanges en volume avec des partenaires commerciaux avec lesquels elle a signé un ALE. Les exportations de marchandises ont fortement augmenté au cours de la période 2016-2022. L'Union européenne est le principal partenaire commercial du pays. Ainsi, en 2022, 73,4% des exportations totales étaient destinées à l'UE et 51,6% des importations totales provenaient de l'UE.

1.4. Selon l'évaluation publiée par l'Heritage Foundation dans son Rapport 2023 sur la liberté économique, l'Albanie obtient un score de 65,3 d'après l'indice 2023 de liberté économique, ce qui place son économie au 49^{ème} rang en la matière. Elle occupe le 27^{ème} rang parmi les 44 pays de la région Europe et son score total est supérieur à la moyenne mondiale, ce qui confirme le caractère libéral de son régime commercial.

1.5. La stabilité macroéconomique de l'Albanie s'est considérablement améliorée au cours de la dernière décennie et l'économie albanaise a fait preuve de résilience face aux conséquences des chocs extérieurs, dont les derniers ont été le tremblement de terre de 2019, la pandémie de COVID-19 en 2020-2021 et l'impact de l'invasion de l'Ukraine par la Russie depuis 2022. L'économie s'est rapidement redressée en 2021, avec une croissance du PIB réel de 8,9% cette même année, puis de 4,86% en 2022. Le taux de croissance attendu pour 2023 est de 3,7%, l'objectif étant d'atteindre 3,8% et 3,9% en 2024 et en 2025, respectivement.

1.6. Au cours de la période considérée, les principales réformes structurelles entreprises par le gouvernement albanaise ont porté, entre autres, sur le secteur de l'énergie, la numérisation, la lutte contre la corruption, le système judiciaire et le secteur du tourisme. D'autres réformes importantes ont été engagées dans les domaines des douanes, de la lutte contre l'économie informelle et des marchés publics. Au fil des ans, les principaux domaines de réussite de la réforme visant à lutter contre la corruption ont été les suivants: transparence des autorités publiques, numérisation des services publics à hauteur de 95%, amélioration du système de passation électronique des marchés et de ses fonctionnalités, renforcement de l'intégrité des organismes publics centraux grâce à l'adoption de plans pour l'intégrité, mise en place d'une coopération dans le cadre des procédures pénales engagées à la suite d'enquêtes en matière de corruption, et intensification de la sensibilisation à la lutte contre la corruption et de l'éducation dans ce domaine. La lutte contre l'économie informelle s'est poursuivie, au travers de l'introduction de systèmes informatiques et à la numérisation.

1.7. Le 19 juillet 2022, le gouvernement a entamé les négociations en vue de l'adhésion à l'UE, lors de la première conférence intergouvernementale UE-Albanie. Les politiques albanaises restent guidées par l'objectif consistant à devenir un État membre de l'Union européenne.

2 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

2.1 Stabilité macroéconomique

2.1. La stabilité macroéconomique de l'Albanie s'est considérablement améliorée au cours de la dernière décennie et l'économie albanaise a fait preuve de résilience face aux conséquences des chocs extérieurs, dont les derniers ont été le tremblement de terre de 2019, la pandémie de COVID-19 en 2020-2021 et l'impact de l'invasion de l'Ukraine par la Russie depuis 2022. Au cours

des 10 années qui se sont écoulées entre 2012 et 2021, la croissance du PIB réel de l'Albanie s'est établie à 2,5% en moyenne. Après une période de faible croissance entre 2012 et 2016, une reprise économique s'est amorcée en 2017 et 2018, la croissance atteignant parfois près de 4%. Cette croissance a ralenti en 2019 en raison d'une sécheresse et d'un grave séisme, pour tomber à 2,09%, avant de se contracter à 3,3% en 2020 dans le contexte de la pandémie de COVID-19. L'économie s'est rapidement redressée en 2021, avec une croissance du PIB réel de 8,9%, puis de 4,86% en 2022. La reprise de la demande a été prompte et la production a d'ores et déjà retrouvé son niveau d'avant le séisme et la pandémie. Le marché du travail a lui aussi évolué favorablement, avec un recul à 10,8% du taux de chômage au dernier trimestre de 2022.

2.2. L'économie albanaise a connu une forte reprise en 2021, avec une croissance du PIB réel de 8,9%, puis de 4,86% en 2022. Les principaux moteurs de la croissance ont été les exportations, la consommation des particuliers et les investissements, alimentés par l'augmentation de l'emploi et des revenus. En ce qui concerne la production, la croissance a principalement été soutenue par l'industrie, la construction et les services, en particulier le tourisme. En outre, en dépit de l'influence des derniers chocs mondiaux au niveau de l'approvisionnement en énergie et en produits de base, qui ont entraîné une forte augmentation du niveau général des prix et un ferme durcissement des conditions financières, les principaux fondamentaux économiques et financiers et la stabilité macroéconomique générale du pays ont jusqu'à présent relativement bien résisté.

2.3. En 2022, l'économie dans son ensemble a progressé de 4,86%. La croissance économique enregistrée ces dernières années a reposé sur une large assise, puisque tous les secteurs de l'économie y ont contribué. Ses principaux moteurs ont été le secteur de la construction et celui du commerce, des transports et de l'hébergement, grâce à l'expansion des investissements dans l'économie et à l'activité touristique soutenue. En 2022, le secteur de la construction a progressé de 10,7%, le secteur industriel de 5,45%, le secteur du commerce de gros de 9,9%, le secteur de l'information et des communications de 9,6% et celui des activités financières d'assurance de 9,1%. Le seul secteur qui a connu une progression plus lente a été celui de l'agriculture, dont les résultats ont été principalement influencés par la hausse des prix sur les marchés international et intérieur. En ce qui concerne les dépenses, la croissance économique a été le reflet de l'accroissement de la consommation et de l'investissement, qui ont progressé de 5,6% et 6,5%, respectivement, ce qui rendait compte du renforcement de la demande intérieure et de l'augmentation des importations. Elle a été principalement portée par l'amélioration de la confiance des entreprises et des consommateurs, par la reprise qu'ont connue les économies partenaires, ainsi que par les politiques économiques, particulièrement solides au cours des deux dernières années.

2.4. En mai 2023, l'encours des prêts a enregistré une hausse de 2,2% en glissement annuel. L'encours des prêts en monnaie nationale a augmenté de 4,7%, tandis que l'encours en devises a reculé de 0,2%. La faible croissance des prêts témoigne du niveau élevé des taux d'intérêt, tant au niveau interne qu'au niveau externe, qui s'explique par la vigueur des taux d'inflation et les interventions macroéconomiques destinées à les gérer. Le ratio des prêts improductifs est relativement faible, à 5,23%. Bien qu'il ait diminué par rapport aux 5,44% enregistrés en mai 2022, ce ratio a légèrement augmenté en 2023, de 0,23 point de pourcentage; cette hausse est toutefois assez faible, ce qui s'explique par les prévisions de croissance des prêts improductifs en lien avec une forte augmentation des taux d'intérêt. S'agissant des dépôts, le montant total des dépôts bancaires avait augmenté de 4,5% en mai 2023 par rapport à mai 2022.

2.5. Le déficit du compte courant affiche une tendance continue à la baisse depuis fin 2015. Grâce à l'augmentation rapide des recettes du tourisme et aux envois de fonds, il est passé de 7,6% du PIB en 2016 à 6,0% en 2022. Hormis une brève parenthèse l'année de la pandémie (2020), le redressement du compte des opérations courantes a été constant et s'est même accéléré après la pandémie (2021-2022). Par ailleurs, les flux entrants ont été considérables au niveau du compte financier. En particulier, les flux entrants d'IED ont augmenté de manière constante et se sont maintenus au-dessus de la barre du milliard d'euros pendant plusieurs années (en 2018-2019 et en 2021-2022). Ils ont en moyenne représenté 7,7% du PIB et ont permis à eux seuls de financer la totalité du déficit du compte courant. Ces flux entrants ont dans un premier temps été favorisés par des projets de grande envergure dans le secteur de l'énergie, à savoir le gazoduc transadriatique (TAP) et les investissements dans l'énergie hydraulique, qui ont représenté à eux deux près de deux milliards d'euros. En outre, le secteur de l'immobilier génère depuis 2018 d'importants flux entrants, les non-résidents achetant en permanence des biens immobiliers résidentiels dans le pays. En 2022, ces flux entrants ont constitué la majeure partie des IED. Ils devraient se maintenir à l'avenir, compte tenu des grands projets immobiliers qui devraient être menés à bien.

2.1.1 Politique monétaire et inflation

2.6. La Banque d'Albanie (BoA) applique une politique d'inflation mesurée par l'IPC avec un objectif fixé à 3%, comme l'indique le Document de politique monétaire (2015). Elle s'efforce dans le même temps d'éviter une trop grande volatilité de l'économie réelle et du secteur financier. La BoA s'appuie sur des instruments indirects pour orienter les taux d'intérêt sur le marché financier. Le principal outil auquel elle a recours est la prise en pension de titres à sept jours, qui constitue sa principale opération d'open market. La liquidité des marchés financiers est assurée au moyen de la prise en pension de titres dont l'échéance varie entre une semaine et trois mois.

2.7. Le taux d'inflation est resté inférieur à l'objectif fixé par la BoA au cours de la période 2016-2020. Les taux ont été particulièrement faibles durant l'année 2016, au cours de laquelle ils ont été quasiment nuls pendant plusieurs mois. Cela était principalement lié à un écart de production négatif et à une appréciation continue du taux de change associée à des améliorations au niveau des soldes extérieurs. Les conditions du secteur réel ont commencé à s'améliorer en 2017, avec la réduction progressive de l'écart de production (et du taux de chômage). Toutefois, l'inflation est restée en deçà des objectifs, les conditions réelles ayant mis un certain temps à se répercuter sur les prix. Dans le même temps, la position extérieure ne cessant de s'améliorer, la monnaie nationale a continué de s'apprécier par rapport à l'euro et aux monnaies d'autres partenaires commerciaux importants. L'activité économique s'est arrêtée en 2020, sous l'effet des restrictions liées à la pandémie. Toutefois, elle s'est rapidement redressée en 2021 et les pressions inflationnistes intérieures ont commencé à s'intensifier. Le taux d'inflation a augmenté: il s'élevait à 2,1% en 2021, contre 1,6% en 2020. Il s'est considérablement accéléré au premier semestre de 2022, au lendemain du conflit en Ukraine. L'inflation a atteint 4,4% au premier trimestre de 2022, avant de grimper à 7,9% au deuxième semestre de la même année. Les taux ont commencé à diminuer en 2023, principalement à la suite de l'atténuation des pressions inflationnistes internationales. Cependant, la pression inflationniste intérieure reste forte en raison d'une croissance économique relativement élevée, d'une augmentation des salaires et d'une hausse des anticipations inflationnistes. Ces pressions influencent actuellement l'évolution de l'inflation et constituent la raison pour laquelle le taux d'inflation reste encore bien supérieur aux objectifs de la BoA.

2.8. Entre 2016 et 2021, la BoA a conservé une politique monétaire accommodante, en procédant à des réductions consécutives des taux d'intérêt de base lorsque l'inflation se situait constamment en deçà des objectifs. Elle a par ailleurs injecté des liquidités de manière continue et a fourni des orientations quant à l'évolution future de la politique monétaire. En conséquence, les taux d'intérêt du marché ont progressivement baissé, ce qui a permis de créer des conditions de financement confortables pour le secteur réel. La situation a radicalement changé en 2022 lorsque le conflit a éclaté en Ukraine. Face à l'accélération rapide de l'inflation, la BoA a rapidement changé le cap de sa politique monétaire en procédant à des augmentations successives du taux de base. D'autres augmentations futures du taux de base ont également été annoncées par le biais d'orientations prospectives. En dépit de cette évolution, la BoA a estimé que la politique monétaire restait accommodante, le taux de base factuel demeurant inférieur au taux de base naturel. La flambée de l'inflation a été initialement déclenchée par la hausse des prix des produits de base et par les goullets d'étranglement de la chaîne d'approvisionnement – suite à la pandémie et à la guerre d'agression de la Fédération de Russie en Ukraine – puis s'est répercutée sur les prix intérieurs dans un contexte de forte demande intérieure, de resserrement du marché du travail et d'augmentation des anticipations inflationnistes. Conformément à son mandat consistant à préserver la stabilité des prix, la BoA a commencé à durcir sa politique monétaire à partir de mars 2022. La baisse des prix des produits de base et le durcissement de la politique monétaire contribuent à la réduction des taux d'inflation. D'après les derniers chiffres de juillet 2023, le taux d'inflation globale s'établit à 4,2%. Nous prévoyons que l'inflation continuera à fléchir en 2023 et retrouvera des niveaux conformes aux objectifs d'ici le milieu de l'année 2024.

2.1.2 Politique budgétaire

2.9. Au cours de la période 2016-2022, les politiques budgétaires appliquées par le gouvernement albanais visaient à augmenter les recettes fiscales perçues par rapport au produit intérieur brut; à encourager les secteurs, les industries et les groupes d'entreprises qui ont un impact sur la compétitivité et la croissance économique du pays; à accroître l'efficacité et l'efficacité du système fiscal en améliorant l'administration fiscale et l'administration douanière et en concevant un système fiscal intégré, neutre, stimulant et simple, qui permette de réduire les coûts de mise en conformité et les coûts administratifs.

2.10. Les modifications apportées aux politiques budgétaires ont contribué à accroître les recettes fiscales, qui ont atteint 25,7% du PIB en 2017, alors qu'elles représentaient 22,2% du PIB en 2013, avant la mise en œuvre de ces nouvelles politiques. Au cours de la période 2017-2019, le gouvernement a pris une série de mesures d'assouplissement des politiques budgétaires afin de promouvoir la croissance économique et de soutenir les entreprises, notamment les suivantes: taux d'imposition nul pour les petites entreprises ayant des revenus annuels n'excédant pas 5 millions d'ALL; taux d'imposition réduit de 5% pour les entreprises ayant des revenus annuels n'excédant pas 14 millions d'ALL; taux préférentiels réduits pour les secteurs et industries prioritaires dans le développement du pays, tels que le tourisme d'élite, l'agro-tourisme, les technologies de l'information et l'industrie automobile; et exonération de la TVA pour les intrants et les équipements agricoles dans le but de soutenir le secteur agricole, ou pour d'autres importations destinées au développement du tourisme.

2.11. En 2020, plusieurs actes juridiques ont été adoptés pour atténuer les effets financiers liés aux conséquences de la pandémie de COVID-19 sur l'activité des entreprises et les revenus des particuliers. Dans ce contexte, le taux de l'impôt sur les bénéfices et de l'impôt simplifié sur les bénéfices des petites entreprises, pour les contribuables dont le chiffre d'affaires n'excède pas 14 millions d'ALL par an, a été ramené à 0% et le seuil au-delà duquel l'enregistrement aux fins de la taxe sur la valeur ajoutée est exigé est passé de 2 à 10 millions d'ALL de chiffre d'affaires par année civile.

2.12. Les nouvelles politiques budgétaires mises en œuvre ont été positives et ont conduit à une augmentation des recettes fiscales, qui sont passées de 25,2% du PIB en 2019 à 25,6% du PIB en 2021. À partir de 2022, le Ministère des finances et de l'économie a entamé la mise en œuvre d'une Stratégie à moyen terme en matière de recettes pour la période 2022-2026, dont les principaux objectifs sont l'augmentation des recettes fiscales de 2,55% du PIB au bout de cinq ans; et la suppression des mesures d'incitation, des trêves fiscales, des exonérations et des redevances réduites qui ont rempli leur rôle ou qui n'ont pas permis d'obtenir les résultats escomptés. Cette stratégie, dont la mise en œuvre a été engagée et qui a été élaborée avec l'aide du Fonds monétaire international, a été largement débattue avec les groupes d'intérêt et le public, et devrait faire l'objet d'une discussion au sein du Comité de politique stratégique auprès du Premier Ministre.

2.13. Les réformes visant à lutter contre l'économie informelle sont demeurées prioritaires pour le gouvernement albanais. La réforme fiscale entreprise par l'administration fiscale en 2020 est considérée comme une réforme majeure qui a facilité la réduction de la concurrence déloyale en éliminant les factures fictives anciennement établies au moyen des carnets de factures. Elle a permis de simplifier le processus de facturation, de réduire le coût du respect des obligations fiscales et de fournir à l'administration fiscale une base de données qualitatives et quantitatives en temps réel. Les services fiscaux en ligne ont donné aux contribuables et aux particuliers la possibilité de bénéficier des services souhaités et permettent de gagner du temps, d'économiser des ressources humaines et de réduire les coûts administratifs. Actuellement, tous les services fiscaux et les déclarations fiscales sont accessibles en ligne.

2.2 Réformes structurelles

2.14. Les principales réformes structurelles réalisées par le gouvernement albanais concernent, entre autres, le secteur de l'énergie, la numérisation, la lutte contre la corruption, le système judiciaire et le secteur du tourisme. D'autres réformes importantes ont été entreprises dans les domaines des douanes, de la fiscalité ou de l'amélioration des processus de passation de marchés publics. Les politiques de l'Albanie restent guidées par l'objectif consistant à devenir un État membre de l'Union européenne. La Stratégie nationale de développement et d'intégration dans l'Europe 2021-2030 (SKZHIE III) a été approuvée en février 2023. En tant que cadre général, cette stratégie constitue le principal document stratégique. Elle fournit les orientations et détermine les priorités en matière de développement économique et social durable du pays sur la voie de son intégration dans l'Union européenne. Elle établit le lien avec les Objectifs de développement durable, en termes de réalisation des objectifs du Programme à l'horizon 2030, en définissant la vision pour le développement de la démocratie et le développement social et économique du pays au cours de la période 2021-2030.

2.2.1 Réforme du secteur de l'énergie

2.15. En Albanie, 100% de l'énergie est produite à partir de sources renouvelables (99% dans des centrales hydroélectriques et 1% à partir d'énergie photovoltaïque), si bien que la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique compte parmi les plus élevées au monde. La politique énergétique globale de l'Albanie repose sur la Stratégie nationale de l'énergie (2018-2030), approuvée par la Décision du Conseil des ministres n° 480/2018, et sur le Plan national en matière d'énergie et de climat (2021-2030), adopté le 29 décembre 2021. Plusieurs mesures ont été prises pour renforcer la sécurité énergétique en favorisant les sources d'énergie renouvelables et en améliorant l'efficacité énergétique. En Albanie, le secteur de l'efficacité énergétique est régi par deux lois importantes, à savoir la Loi sur le rendement énergétique et la Loi sur la performance énergétique des bâtiments. La Loi sur le rendement énergétique, telle que modifiée, est globalement alignée sur la Directive 2012/27/UE, en particulier suite aux modifications approuvées en 2021.

2.16. Compte tenu des obligations qui découlent de la mise en œuvre effective de la Stratégie nationale de l'énergie (2018-2030), du Plan national en matière d'énergie et de climat et de la législation en vigueur, le Ministère des infrastructures et de l'énergie, qui est l'autorité responsable de ces politiques, s'efforce d'atteindre les objectifs nationaux de réduction de la consommation d'énergie en renforçant les mesures d'efficacité énergétique, en diversifiant le bouquet énergétique, en augmentant la part des sources renouvelables dans la production énergétique et en accélérant la décarbonation.

2.2.2 Numérisation

2.17. Depuis le dernier examen de la politique commerciale, la révolution numérique des services publics a été amorcée pour transformer le mode de fourniture de ces services, grâce à la ferme conviction qu'il faut changer la manière dont les citoyens et les entreprises perçoivent cette nouvelle forme de communication avec les institutions publiques. En termes d'impact, cette révolution numérique a permis de réduire les coûts liés à la fourniture des services, de simplifier les procédures bureaucratiques, de réduire les délais de fourniture des services et de renforcer la transparence et la qualité du processus de fourniture des services. Le gouvernement albanais, qui encourage le passage de services hors ligne à des services en ligne, a établi la plate-forme e-Albania, qu'il estime être un modèle de réussite, et a réussi à forger une image sérieuse de l'État et à restaurer la confiance des citoyens dans les institutions publiques. Le pays a pris des mesures importantes pour développer rapidement et à grande échelle des plates-formes de services numériques, afin d'offrir aux citoyens et aux entreprises une large gamme de services électroniques modernes. E-Albania, le portail national de l'administration en ligne, permet aux institutions gouvernementales de fournir leurs services et fonctionne ainsi comme un point d'accès unique pour les citoyens et les entreprises, 24 heures/24 et 7 jours/7. Il offre actuellement 1 227 services en ligne – soit 95% de l'ensemble des services publics – qui sont entièrement fournis de manière électronique et ne nécessitent pas que les personnes se déplacent ou que les véhicules ou échantillons de laboratoire soient présentés physiquement. En 2022, 8,7 millions de services publics ont été obtenus par l'intermédiaire de e-Albania, dont 1,6 million relevant de la catégorie des entreprises.

2.18. Le lancement du processus de déclaration électronique des factures à des fins fiscales marque une avancée significative. Il concerne les factures établies entre les entreprises et l'État, ainsi qu'entre entreprises et entre les entreprises et les particuliers. Cette évolution offre un confort considérable aux entreprises, en leur évitant d'avoir à tenir des livres physiques et à se munir des factures lors de leurs interactions avec l'État. Elle contribue par conséquent à abaisser les coûts d'ensemble de l'activité commerciale. Conformément à l'objectif du gouvernement consistant à offrir un accès rapide et en temps réel aux documents administratifs, l'acceptation officielle du cachet électronique a été décidée en 2017. Cette étape a facilité la création en ligne des documents, qui sont dotés d'un cachet électronique institutionnel ayant la même valeur juridique que les documents papier traditionnels.

2.19. Les entreprises échangent déjà en ligne des documents signés électroniquement qui ont pleine valeur juridique, de sorte que les réunions ou les envois de lettres au format papier ne sont plus nécessaires. Elles n'ont qu'à présenter leurs demandes sur le portail e-Albania. Il appartient ensuite aux employés de l'administration publique de rassembler tous les documents officiels devant accompagner ces demandes au moyen d'un système électronique dédié (SQDNE); les entreprises ne sont ainsi plus tenues de récupérer les documents au format papier auprès des guichets de l'État. Grâce à l'automatisation de l'ensemble du processus, chaque réponse ou document administratif

final communiqué suite au dépôt d'une demande de service public sur le portail est envoyé par voie électronique sur le compte e-Albania de l'entreprise concernée et accompagné d'un cachet électronique ou d'une signature électronique. La réponse et le document administratif final sont par conséquent fournis exclusivement en ligne, ce qui permet d'éviter tout contact physique direct entre les employés des entreprises et ceux des institutions publiques. Grâce au portail e-Albania, toutes les entreprises disposent d'un point d'accès unique pour effectuer l'ensemble des démarches relatives à leur activité. La plate-forme leur permet de réaliser la quasi-totalité des démarches qu'elles doivent entreprendre vis-à-vis de l'État, notamment les suivantes: création d'une nouvelle entreprise, demandes de permis et de licences, paiement des impôts, présentation des bilans comptables, demandes d'attestations diverses assorties d'un cachet électronique, demandes d'extrait du registre du commerce ou actes d'huissier de justice. En 2022, 6,7 millions de documents avec cachet électronique au total ont été générés sur le portail e-Albania par les citoyens et les entreprises. Parmi eux, 1,1 million concernait des entreprises.

2.20. La Loi n° 9880, datée du 25 février 2008 et modifiée en 2017, établit le cadre juridique nécessaire à la reconnaissance et à l'utilisation des signatures électroniques en République d'Albanie. La mise en place de la signature électronique a permis de numériser toutes les étapes de processus complexes, notamment de ceux relatifs aux permis de construire, à la passation électronique des marchés ou encore au système douanier automatisé. La Loi n° 43/2023 sur l'administration en ligne établit un mécanisme juridique permettant d'unifier les procédures de demande et de fourniture de services électroniques. Son adoption a donné lieu à un vaste mouvement de réglementation dans l'ensemble du domaine de la création et de la fourniture de services électroniques. Cette loi permet de déposer par voie électronique des demandes visant à bénéficier de services publics sans que les demandeurs soient nécessairement tenus de se présenter en personne.

2.2.3 Lutte contre la corruption

2.21. Du point de vue du gouvernement, des efforts continus sont consentis pour lutter contre la culture de l'impunité des fonctionnaires de l'État à tous les niveaux de gouvernement. La lutte contre la corruption a été largement soutenue par la Stratégie transversale de lutte contre la corruption pour 2015-2023. Des progrès de taille ont été accomplis en la matière grâce à une approche globale et multidimensionnelle et des résultats positifs ont été obtenus au moyen des stratégies de prévention, de répression et de sensibilisation visant à mettre en œuvre les mesures de lutte contre la corruption. Le Ministère de la justice assure un contrôle régulier de la conformité de la stratégie actuelle de lutte contre la corruption et du plan d'action connexe.

2.22. Depuis 2017, le Ministère de la justice assure le rôle de Coordonnateur national de la lutte contre la corruption. Le Réseau des coordonnateurs de la lutte contre la corruption, précédemment institué par arrêté du Premier Ministre au niveau de 17 organismes, a été renforcé sur décision du Conseil des ministres et englobe désormais 44 institutions au niveau central et à d'autres niveaux, dont les secteurs les plus névralgiques et les plus exposés à la corruption. En mars 2022, le Ministère albanais de la justice a posé les jalons d'une nouvelle stratégie claire de lutte contre la corruption, en renforçant les fonctions aussi bien de prévention que de sensibilisation du Coordonnateur national de la lutte contre la corruption. La nouvelle Stratégie transversale de lutte contre la corruption pour 2023-2030, toujours à l'état de projet, repose sur la vision claire suivante: "des institutions publiques qui fonctionnent selon les normes les plus élevées d'intégrité, de transparence et de responsabilité à l'égard du public, et fournissent des services efficaces aux citoyens". Son adoption est prévue pour 2023. La nouvelle stratégie fait fond des faits nouveaux et des progrès intervenus dans le cadre de la mise en œuvre de l'actuelle Stratégie intersectorielle de lutte contre la corruption et des réformes connexes, tout en remédiant aux lacunes identifiées au niveau tant du champ d'application de la stratégie que de sa mise en œuvre et en prenant en compte l'évolution des risques de corruption.

2.2.4 Réforme du système judiciaire

2.23. Les réformes destinées à renforcer le système judiciaire, lancées en 2014, sont considérées comme un élément essentiel pour l'adhésion à l'UE et se poursuivent. En 2016, dans le cadre de la réforme judiciaire et d'autres changements législatifs tels que l'adoption de huit textes législatifs de première importance, la Constitution a été modifiée pour restructurer le système judiciaire et accroître son indépendance et son efficacité. Les réformes ont notamment entraîné une modification du fonctionnement de la Cour constitutionnelle, de la Haute Cour et du bureau du Procureur général, afin de garantir leur indépendance et leur intégrité, ainsi que la création de nouvelles institutions

visant à favoriser l'autonomie du pouvoir judiciaire, telles que le Haut Conseil judiciaire, un Haut Conseil des poursuites judiciaires et le Conseil de désignation des juges, toutes entrées en activité en 2019.

2.24. Un volet important de la réforme visait également à lutter contre la corruption perçue et prévoyait la réalisation de nouveaux contrôles de sécurité pour plus de 800 fonctionnaires de l'appareil judiciaire albanais, reposant sur une évaluation de leur professionnalisme, de leur intégrité et de leurs accomplissements au fil de leurs années de carrière au sein du système judiciaire. Au 1^{er} juin 2023, 669 fonctionnaires avaient fait l'objet de nouveaux contrôles de sécurité, parmi lesquels 223 ont été démis de leurs fonctions.

2.25. Le processus de contrôle/renvoi a été interrompu pour 97 fonctionnaires, suite à la démission de ces derniers.

2.2.5 Réforme du secteur du tourisme

2.26. Le secteur du tourisme est devenu l'un des principaux moteurs du développement économique de l'Albanie. Selon le Conseil mondial du voyage et du tourisme, sa contribution à l'économie a atteint un montant total de 3 092,7 millions d'USD en 2021, soit environ 17,4% du PIB. En termes d'emploi, le secteur des voyages et du tourisme dans son ensemble a généré 226 100 emplois cette même année, soit 20% de l'emploi total.

2.27. Le document stratégique pour le développement du secteur, à savoir la Stratégie nationale pour le développement du tourisme durable 2019-2023, a été approuvé et est en cours de mise en œuvre. Conformément à cette politique et au cadre juridique du secteur, ainsi qu'à l'objectif consistant à soutenir et encourager les investissements étrangers d'une part, et à promouvoir et développer la fourniture de services d'hébergement de qualité grâce à la présence de marques hôtelières internationales d'autre part, une série de modifications juridiques ont été apportées en vue de la création et de la mise en place d'incitations fiscales.

2.28. Dans le but de diversifier l'offre touristique et de la consolider plus avant en exploitant et en optimisant les potentiels touristiques inexploités, un nouveau cadre juridique a été élaboré autour de la Loi n° 43/2020 sur les activités de tourisme maritime et des actes juridiques correspondants, afin de promouvoir ces activités de tourisme maritime. Par ailleurs, d'autres interventions ont été menées au niveau juridique dans le contexte de l'examen et du parachèvement du cadre réglementaire, dans le but de promouvoir le développement d'un tourisme durable, responsable et de qualité, le développement harmonieux des zones rurales et la compétitivité du secteur.

2.29. La Loi n° 93/2015 sur le tourisme fait actuellement l'objet d'un processus de révision. Les modifications qu'il est proposé de lui apporter sont axées, entre autres, sur le développement durable du tourisme grâce à l'amélioration des normes dans le secteur, la réduction du travail informel et la protection des consommateurs. Le processus d'élaboration de la nouvelle stratégie en matière de tourisme pour la période 2024-2030 a débuté.

2.3 Développement du secteur privé

2.30. La Stratégie de développement des activités commerciales et de l'investissement 2021-2027 a été adoptée en août 2021. Cette nouvelle stratégie, qui vient remplacer la Stratégie de développement des activités commerciales et de l'investissement (BIDS) 2014-2020, constitue le principal document d'orientation du gouvernement albanais pour le développement économique à moyen terme du pays. Elle est principalement axée sur le développement des micro, petites et moyennes entreprises et sur l'investissement. Ses trois principaux objectifs sont les suivants: l'attraction des investissements et l'internationalisation, le développement des PME, l'activité entrepreneuriale et l'innovation, et le développement du capital humain.

2.3.1 Amélioration des conditions de l'activité des entreprises

2.31. L'Albanie a entrepris de nombreuses réformes pour améliorer les conditions de l'activité des entreprises et la compétitivité de son économie. Le rapport de l'OCDE sur la compétitivité en 2021 recense six grands domaines dans lesquels l'Albanie a réalisé des progrès, à savoir la politique d'investissement, le commerce, l'éducation, l'emploi, l'énergie et les politiques fiscales. Les PME, qui

représentent 99,8% des entreprises en activité, constituent le pilier de l'économie. Les réformes les plus profondes lancées en Albanie ces dernières années pour accroître la compétitivité des PME sont présentées dans la partie consacrée à l'Albanie du rapport de l'OCDE intitulé "SME Policy Index: Western Balkans and Turkey 2022". Selon ce dernier, l'Albanie a progressé dans l'ensemble des 12 domaines d'action et a obtenu ses notes moyennes les plus élevées dans des domaines tels que le cadre institutionnel et réglementaire de l'élaboration des politiques relatives aux PME, les conditions de l'activité des PME, les marchés publics, les normes et règlements techniques et l'internationalisation des PME, autant de domaines dans lesquels elle obtient en moyenne de meilleurs résultats que les Balkans occidentaux et la Türkiye.

2.32. En 2022, les deux nouvelles lois suivantes ont été adoptées en Albanie: la Loi sur le développement des micro, petites et moyennes entreprises, et la Loi sur les jeunes entreprises.

2.3.2 Investissements stratégiques

2.33. La Loi sur les investissements stratégiques (Loi n° 55/2015), décrite dans le précédent rapport d'examen de la politique commerciale, est en cours de mise en œuvre. Depuis 2016, 92 projets d'investissement ont été confiés à l'Agence albanaise de développement des investissements (AIDA): 44 d'entre eux ont reçu le statut de projet stratégique, 14 ont été rejetés et 34 sont en cours d'évaluation. Parmi les projets approuvés, ceux qui sont susceptibles d'être réalisés jusqu'en 2026 (c'est-à-dire ceux pour lesquels les permis de développement et de construction ont déjà été délivrés) représentent un investissement d'un montant total de 733 569 182 euros et devraient permettre la création de 5 303 nouveaux emplois. Les projets susceptibles d'être menés à bien au cours des 14 prochaines années représentent un investissement total de 3 174 102 131 euros et devraient déboucher sur la création de 22 857 nouveaux emplois. La plupart de ces projets relèvent du secteur du tourisme ou du tourisme intégré. Une loi unifiée sur les investissements, qui vise à fusionner la Loi n° 7764/1993 et la Loi n° 55/2015, est en cours d'élaboration.

2.34. Depuis 2016, l'AIDA s'emploie à renforcer la communication avec les entreprises et autres parties prenantes en offrant des services en aval. Elle a joué un rôle proactif auprès des investisseurs étrangers et locaux présents en Albanie. Depuis 2016, elle a institutionnalisé la coopération avec 11 municipalités et a organisé 125 réunions au total avec des entreprises de divers secteurs, dont 21 ont eu lieu au premier semestre de 2023.

2.3.3 Zones de développement technologique et économique (TEDA)

2.35. La Loi n° 9789 du 19 juillet 2007 sur l'établissement et le fonctionnement des zones de développement technologique et économique, telle que modifiée en 2015, a donné lieu à l'établissement de quatre TEDA.

2.3.4 Enregistrement des entreprises et régime de licences

2.36. Depuis 2020, le Centre national des entreprises (NBC) coopère de manière continue avec l'Agence nationale de la société de l'information (AKSHI) dans le cadre de la fourniture de ses services dans les domaines de l'enregistrement des entreprises et de la délivrance de licences, ainsi que de l'enregistrement en ligne des propriétaires effectifs par le biais du portail e-Albania du gouvernement. Depuis le 1^{er} mai 2022, tous les services offerts par le NBC sont accessibles en ligne sur le portail e-Albania, selon des procédures simples, dans des délais courts et sans frais pour les entreprises.

2.37. Suite à la mise en œuvre de la réforme de déréglementation, on recensait en mai 2023 13 licences supprimées, principalement dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie, de l'environnement, des industries extractives, des hydrocarbures, de la sylviculture et du commerce.

2.3.5 Dialogue public-privé

2.38. Les consultations publiques portant sur les stratégies et les lois sont menées par l'intermédiaire du portail de consultation en ligne (Registre électronique des avis et consultations publics). Les quelque 870 parties prenantes inscrites sur le portail reçoivent des notifications automatiques relatives aux consultations publiques. Les lignes directrices relatives au processus de consultation publique ont été approuvées en janvier 2021. La fréquence des consultations publiques

s'est améliorée; ainsi, en 2022, l'indice de fréquence était de 81,63%. L'indice de fréquence permet de mesurer la fréquence des consultations publiques en calculant le pourcentage des projets de lois, des documents stratégiques et des politiques (dont il était requis qu'ils soient communiqués par le biais de Konsultimi Publik¹) approuvés par le gouvernement qui ont fait l'objet de consultations publiques. Les rapports institutionnels sur les consultations publiques et les rapports sur les perspectives du Centre du gouvernement sont établis en temps voulu et leur indice de publication est de 100%. L'indice de publication représente le nombre d'actes qui ont été publiés par rapport au nombre de ceux qui devraient l'être.

2.39. Comme indiqué lors du dernier examen de la politique commerciale, le Conseil de l'investissement, créé par la DCM n° 294 du 8 avril 2015 avec le soutien de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), a joué un rôle très actif dans la promotion du dialogue public-privé sur les initiatives relatives au climat de l'investissement au sens large. Depuis 2016, il a tenu 28 réunions consacrées à des questions commerciales spécifiques et a publié 295 recommandations (entre 2015 et 2022) en se fondant sur une analyse préalable approfondie réalisée par les membres de son secrétariat à partir des éléments suivants: i) des recherches minutieuses sur les rapports nationaux et internationaux; ii) des contributions issues de réunions organisées directement avec des représentants du secteur privé et des experts; iii) les données pertinentes issues des enquêtes réalisées par le Conseil albanais de l'investissement; et iv) des analyses d'équipe. Le taux de mise en œuvre des recommandations du Conseil est de 43%. Les recommandations formulées lors des réunions sont classées selon les six catégories suivantes: i) recommandations stratégiques; ii) recommandations institutionnelles; iii) recommandations juridiques; iv) recommandations liées à la transparence; v) recommandations de politique générale; et vi) recommandations en matière de sensibilisation.

3 ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

3.1 Données commerciales

3.1. En 2022, les produits les plus exportés étaient les textiles et les chaussures, avec 27,8% des exportations, les combustibles minéraux et lubrifiants avec 22,08%, et les matériaux de construction et les métaux avec 21,6%. Au cours de la période 2016-2022, les exportations de produits chimiques et en plastique ont augmenté plus vite que celles des autres produits, avec une hausse de 304%. Malgré une croissance moindre, d'autres produits comme les machines et le matériel de transport ou les matériaux de construction, entre autres, ont été mieux positionnés qu'en 2016.

3.2. Les produits les plus importés en 2022 ont été les machines et le matériel de transport (19,7%), les combustibles minéraux et lubrifiants (18%), les produits alimentaires, les boissons et le tabac (15,7%), les matériaux de construction et les métaux (14,4%), etc. Entre 2016 et 2022, les importations de matériaux de construction et de métaux ont augmenté plus vite que celles des autres produits, avec une hausse de 80%. Pendant cette même période, les importations de cuir et d'articles en cuir ont reculé de 2%.

3.3. Sur la période 2016-2022, les exportations à destination de l'Italie, du Kosovo, de l'Allemagne et de la Grèce ont fortement augmenté en termes absolus.

3.4. Au cours de la période 2016-2022, les importations ont fluctué. L'Italie a été le principal partenaire commercial pour les importations. Celles-ci ont augmenté jusqu'en 2019, diminué en 2020, puis augmenté à nouveau en 2021. La même évolution a été observée pour les importations en provenance de Chine, de Türkiye, de Grèce, etc.

3.5. Les exportations à destination de l'Italie, du Kosovo, de l'Allemagne et de la Grèce ont considérablement augmenté entre 2016 et 2022, en termes absolus. Au cours de cette même période, les importations ont quant à elles fluctué. L'Italie a été le principal partenaire commercial pour les importations, qui ont progressé jusqu'en 2019, avant de décroître en 2019 et de repartir à la hausse en 2021. Une évolution similaire des importations a été observée avec des pays tels que la Chine, la Türkiye et la Grèce.

¹ *Konsultimi Publik* en albanais; Consultation publique, en français.

3.6. Dans l'ensemble, il ressort des analyses que le secteur des textiles et des chaussures a dominé les exportations en 2022, tandis que les importations de machines et de matériel de transport ont joué un rôle important. Les exportations de produits chimiques et en plastique ont enregistré une forte croissance, tandis que les importations de matériaux de construction et de métaux ont nettement progressé. Les relations commerciales avec l'Italie se sont avérées essentielles tant pour les exportations que pour les importations; suivaient d'autres pays tels que le Kosovo, l'Allemagne, la Chine, la Türkiye et la Grèce, pour lesquelles les importations ont évolué différemment au cours de la période considérée.

3.2 Élaboration et coordination de la politique commerciale

3.2.1 Principales avancées en matière de politique commerciale

3.7. Depuis le dernier examen réalisé en 2016, la politique commerciale albanaise a suivi une approche libérale dans son élaboration, en mettant davantage l'accent sur la facilitation des échanges que sur les réductions tarifaires. Suite au Brexit, un nouvel accord – l'Accord de partenariat stratégique, de commerce et de coopération entre la République d'Albanie et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord – a été signé en 2021; ses dispositions sont alignées sur celles de l'Accord de stabilisation et d'association entre l'Albanie et l'UE. Des modifications ont été apportées au taux NPF en novembre 2017, conformément aux engagements inscrits dans la Liste CXLVI suite à l'élargissement de l'Accord de l'OMC sur les technologies de l'information, ainsi qu'à certaines autres lignes tarifaires dont les taux n'étaient pas consolidés. L'Albanie applique des droits d'importation peu élevés (15% au maximum); le taux NPF est nul pour environ 50,8% de l'ensemble des lignes tarifaires, et de 2% pour 16,8% des lignes. Tout comme lors du dernier examen de la politique commerciale, on relève encore certaines différences entre le taux NPF et le taux consolidé au niveau de quelques lignes tarifaires de l'Albanie. Ces différences restent dues aux corrélations et aux changements au niveau de la classification tarifaire; en outre, des modifications législatives sont en cours afin de rendre les taux NPF pleinement conformes aux taux consolidés correspondants de l'OMC. Le site Web de l'Administration des douanes répertorie les droits NPF et les droits préférentiels applicables à tous les produits.

3.8. L'Albanie applique les règles d'origine préférentielles énoncées dans la Convention sur les règles d'origine paneuroméditerranéennes (Convention PEM) depuis 2012. En mai 2021, l'Albanie et la Türkiye ont inscrit la référence à la Convention PEM dans le cadre de leurs relations. Les nouvelles règles d'origine transitoires énoncées dans la Convention PEM, modifiées en 2019, sont reproduites dans l'Accord de stabilisation et d'association Albanie-UE, dans l'ALE Albanie-AELE et dans l'ALEEC. L'inscription de ces nouvelles règles dans le cadre des relations avec la Türkiye est en cours. Les règles d'origine transitoires énoncées dans la Convention PEM sont entrées en vigueur le 1^{er} septembre 2021 dans le cadre des relations avec l'UE, en janvier 2022 avec les Parties à l'AELE et le 1^{er} février 2023 dans le cadre de l'ALEEC.

3.9. L'Albanie a maintenu un régime commercial très libéral, transparent et prévisible, et s'est abstenue de toute initiative ou politique qui constituerait un obstacle au commerce.

3.2.1.1 Procédures douanières

3.10. Depuis le dernier examen de la politique commerciale, d'importantes mesures de facilitation des échanges ont été prises en matière de formalités douanières. Le nouveau Code des douanes de la République d'Albanie, approuvé par la Loi n° 102/2014 du 31 juillet 2014, est entré en vigueur en juin 2017. Ses dispositions d'application ont été approuvées par la CMD des Ministres n° 651 du 10 novembre 2017 relative aux dispositions d'application de la Loi n° 102/2014 sur le Code des douanes de la République d'Albanie, et ont permis de rapprocher la législation douanière de l'Albanie de celle de l'UE. L'Albanie dispose d'un solide cadre juridique pour les opérateurs économiques agréés (OEA). Onze entreprises bénéficient du statut d'OEA et 20 demandes supplémentaires ont été présentées à l'Administration des douanes. En 2022, les Douanes albanaises ont modifié le Plan stratégique pour les OEA 2022-2025. Une équipe de validation de l'ALEEC a rendu un avis positif au sujet du programme albanaise d'OEA en juin 2022. Des accords de reconnaissance mutuelle des OEA ont été signés avec la Macédoine du Nord et la Serbie et sont entrés en vigueur en 2022. L'Administration des douanes fonctionne sans papier depuis 2018. Elle a défini des objectifs clairs pour les services qu'elle fournit aux particuliers et aux entreprises, dans le but de s'aligner sur les normes de l'UE en termes de facilitation du commerce international, avec un passage par le circuit

vert pour 30% de l'ensemble des déclarations en douane. Au cours de la période considérée, deux études sur le temps nécessaire à la mainlevée ont été réalisées conformément à la méthode définie par l'Organisation mondiale des douanes. La première, consacrée aux temps moyens nécessaires à la mainlevée des marchandises, a été publiée en mars 2019 et la seconde, réalisée avec le soutien de la SFI, en décembre 2021. Cette dernière a mis en évidence une réduction des délais de dédouanement par rapport à 2019. Le taux de recours à la valeur transactionnelle aux fins de l'évaluation en douane était de 93% en 2022, contre 89% en 2015. En 2018, une base de données nationale sur l'évaluation a été mise en place.

3.11. L'Albanie a contracté un prêt auprès de la Banque mondiale en septembre 2019 aux fins de la mise en place d'un guichet unique (catégorie C) conformément aux dispositions de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges. En février 2020, une unité de mise en œuvre du projet a été créée au sein du Ministère des finances et de l'économie, chargée d'effectuer un suivi de cette mise en œuvre. Le projet vise à fournir un soutien à l'Albanie pour la mise en place d'un guichet unique national et la transition vers un système de guichet unique national. L'Administration albanaise des douanes dispose de 12 millions d'USD pour l'élaboration et la mise en œuvre du projet de guichet unique douanier; la mise en place de la plate-forme du Nouveau système de transit informatisé (NSTI); et la construction du point de passage à la frontière commun (avec la Macédoine du Nord) à Qafë Thanë. Le projet devrait être achevé en 2024. En avril 2023, l'Albanie a présenté à l'OMC la notification des arrangements et des progrès concernant la fourniture d'une assistance technique et d'un soutien pour le renforcement des capacités pour les dispositions relevant de la catégorie C.

3.2.1.2 Mesures sanitaires et phytosanitaires

3.12. Dans le domaine de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, suite aux modifications apportées en 2022 à la Loi sur les produits alimentaires conformément à l'Accord de coopération dans le domaine de la sécurité vétérinaire et de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et des aliments pour animaux dans les Balkans occidentaux, les envois de produits alimentaires d'origine animale ne font plus l'objet d'une inspection par les inspecteurs vétérinaires chargés de la sécurité sanitaire des produits alimentaires aux frontières, mais par les inspecteurs responsables du contrôle des produits alimentaires et des aliments pour animaux (Autorité nationale de l'alimentation, article 16). Par ailleurs, conformément aux modifications de la législation introduites en 2022, les contrôles officiels portant sur les produits d'origine animale importés dans le cadre de l'accord susmentionné ne sont effectués que dans le cadre des contrôles physiques exercés au point de destination, au terminal douanier.

3.13. Les contrôles officiels auxquels sont soumis tous les produits importés en Albanie sont effectués au poste d'inspection frontalier, conformément aux dispositions de la Loi sur les produits alimentaires, et prévoient une inspection des étiquettes des produits alimentaires et un contrôle des étiquettes des produits. L'Autorité nationale de l'alimentation (NFA) est l'organe chargé d'octroyer des licences aux exploitants du secteur alimentaire comme condition préalable à l'importation ou à l'exportation, ainsi qu'aux exploitants du secteur alimentaire qui produisent des produits pour l'alimentation humaine et animale.

3.14. Conformément à l'Ordonnance n° 37 du 11 décembre 2019 du Directeur général de l'Autorité nationale de l'alimentation, le calendrier des contrôles officiels aux postes frontière de Hani i Hoti, Qafë-Thanë et Morinë a été uniformisé de manière à ce que ces contrôles puissent être effectués 24 heures/24 et 7 jours/7. Les inspecteurs du NFA qui travaillent à ces postes d'inspection aux frontières peuvent être mobilisés à tout moment du jour et de la nuit, moyennant un préavis. Les corridors verts (ou voies vertes) avec les pays des Balkans occidentaux ont été mis en place au début de la pandémie de COVID-19 dans le but d'éviter les pénuries de produits essentiels et de matériel médical. Cette initiative a été couronnée de succès et le concept de voies vertes a été étendu à tous les points de passage de la frontière ou points de passage communs prévus dans le cadre de l'ALEEC, ainsi qu'à toutes les marchandises. Désormais, avant toute inspection phytosanitaire, vétérinaire ou de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, des renseignements sont communiqués avant arrivée au moyen Système d'échange systématique de données électroniques (SEED), non seulement pour les marchandises de première nécessité, mais aussi pour toutes les marchandises pour lesquelles de telles inspections sont requises.

3.15. La Loi n° 10465/2011 sur les services vétérinaires a été modifiée en 2020 pour ce qui est des structures de surveillance et des définitions relatives aux autorités compétentes, et en 2022 en ce qui concerne les procédures de contrôle au lieu de destination finale, dans la lignée des modifications

apportées à la Loi sur les produits alimentaires en 2022. L'Agence nationale pour la protection vétérinaire et phytosanitaire, créée en vertu de la Décision du Conseil des ministres n° 683 du 2 septembre 2020, est l'organisme chargé d'effectuer les contrôles officiels et de mener d'autres activités dans le domaine vétérinaire sur le territoire albanais. Aux niveaux régional et local, l'Agence confie la réalisation des contrôles officiels à quatre Directions régionales des services de protection vétérinaire et phytosanitaire, qui sont en outre chargées de mettre en œuvre d'autres activités telles que, entre autres, le plan de surveillance des résidus, en réalisant des échantillonnages des marchandises conformément audit plan et en assurant un suivi en cas de non-conformité; l'identification, l'enregistrement et la vaccination; et le contrôle des marchés et des abattoirs. Au total, on recense 530 vétérinaires officiels. Dans le domaine SPS, 19 notifications relatives à des projets de règlements techniques ayant une incidence sur le commerce ont été présentées par le point d'information sur les OTC depuis 2016.

3.16. En 2016, la nouvelle Loi sur la préservation des végétaux (Loi n° 105/2016), partiellement conforme à l'acquis de l'UE, a été adoptée. Elle régit la préservation des végétaux et les produits phytosanitaires. Ses règlements d'application assurent un rapprochement de l'acquis de l'UE dans ces deux domaines. Cette loi vise à assurer la protection des végétaux et des produits végétaux contre les parasites; à empêcher l'entrée et la dissémination de parasites sur le territoire de la République d'Albanie; et à protéger la santé des personnes et des animaux, ainsi que de l'environnement, contre l'utilisation des produits phytosanitaires. Elle a été modifiée en 2022 afin de renforcer les règles de protection des plantes, des produits végétaux et autres contre les parasites, ainsi que d'empêcher l'entrée et la dissémination de parasites de quarantaine et non de quarantaine sur le territoire de la République d'Albanie. Ces modifications ont uniquement concerné le volet de la préservation des végétaux, avec quelques ajustements juridiques qui ont rendu possible une mise en conformité totale ou partielle avec les acquis de l'UE dans ce domaine grâce aux règlements d'application de la Loi. En outre, une nouvelle législation de l'UE relative à ce domaine est entrée en vigueur le 14 décembre 2019 et a introduit des modifications de taille par rapport à la législation antérieure.

3.2.1.3 Normalisation

3.17. Depuis le dernier examen, deux nouvelles DCM ont été approuvées, la DCM n° 673/2021 portant modification et changement de la DCM n° 382/2018 et la DCM n° 382/2018 relative aux activités de normalisation telle que modifiée par la DCM n° 673/2021. Les dispositions de ces textes consacrent les principes reconnus par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) dans le domaine de la normalisation et reprennent intégralement le Règlement (UE) n° 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif à la normalisation européenne, tel que modifié. En juin 2021, au titre du programme d'action en faveur de l'Albanie prévu dans le projet de 2015 de l'UE concernant l'instrument d'aide de préadhésion, la Direction générale de la normalisation (DPS) a présenté au Centre de gestion du CEN-CENELEC (CCMC) une demande pour être pleinement membre du Comité européen de normalisation électrotechnique (CENELEC). La demande a été acceptée en mai 2022.

3.18. La DPS a conclu des accords avec des organisations européennes et internationales comme le Comité européen de normalisation (CEN), le CENELEC, l'Institut européen des normes de télécommunications (ETSI), l'Organisation internationale de normalisation (ISO) et la Commission électrotechnique internationale (CEI), concernant les droits et obligations qui lui reviennent en fonction de son type d'affiliation à ces instances, et un accord de coopération la lie toujours avec les organismes nationaux de normalisation de la région.

3.19. L'ensemble de la procédure de normalisation concernant l'élaboration, l'adoption, la notification et la publication de normes albanaises et les consultations publiques y relatives continue d'être menée en pleine conformité avec l'Annexe 3 de l'Accord OTC de l'OMC. En pourcentage, le taux d'adoption national pour la période de mars 2023 est réparti comme suit: 87,07% CEN; 92,36% CENELEC; 89,17% Journal officiel de l'UE; 94,75% CENELEC; 40% des parts totales de l'ETSI et 3,6% des parts de l'ETSI publiées au Journal officiel de l'UE. L'adoption suit la méthode dite de la page de couverture et le texte original des normes n'est pas modifié. Toutes les normes adoptées sont notifiées au CCMC.

3.20. Des notifications concernant les programmes de travail semestriels sur les normes sont régulièrement communiquées au Secrétariat de l'ISO/CEI. Entre janvier 2016 et juillet 2023,

33 notifications relatives à des projets de règlements techniques ayant une incidence sur le commerce ont été présentées par la DPS.

3.2.1.4 Réglementation technique et accréditation

3.21. Pendant la période considérée, des progrès très satisfaisants ont été observés dans le domaine de la réglementation technique. Au total 16 règles techniques ont été transposées dans le cadre d'une nouvelle approche. L'Inspection chargée de la surveillance du marché (SIMS) a pour fonction de faire respecter la législation applicable aux produits, aux droits de propriété intellectuelle (DPI) et au tourisme.

3.22. Dans le domaine de la métrologie, l'organisme national est la Direction générale de la métrologie (DPM), placée sous la direction du Ministère des finances et de l'économie, et elle est membre de plusieurs organisations internationales de ce domaine. Remplaçant une précédente loi de 2008, la nouvelle Loi sur la métrologie (n° 126/2020) porte mise en œuvre de dispositions qui visent à renforcer le système métrologique dans son ensemble et à améliorer la protection des consommateurs et la santé publique. Les Laboratoires de normes nationales en matière de mesures, qui relèvent de la DPM, fonctionnent selon un système de contrôle de la qualité qui suit les exigences énoncées dans la norme ISO/IEC 17025: 2017 et l'accord de reconnaissance mutuelle relatif à l'équivalence des normes métriques nationales et des certificats de calibrage et de mesure publié par les instituts nationaux de métrologie et le Comité international des poids et mesures (CIPM-MRA). Depuis 2019, la DPM a entré ses aptitudes en matière de mesures et d'étalonnages dans la base de données du Bureau international des poids et mesures (BIPM KCDB) dans les champs masse, volume et pression, conformément aux exigences du CIPM MRA.

3.23. Dans le domaine de l'accréditation, la Direction générale de l'accréditation (DPA) est le seul organisme de ce type en Albanie habilité à accréditer des organismes d'évaluation de la conformité dans les domaines obligatoires et facultatifs. Son mode de fonctionnement est défini dans la Loi n° 116/2014 du 11 septembre 2014 sur l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité en République d'Albanie, laquelle respecte intégralement les prescriptions du Règlement n° 765/2008 de l'UE fixant les prescriptions relatives à l'accréditation et à la surveillance du marché pour la commercialisation des produits. La nouvelle version de la structure et de l'organigramme de la DPA est validée par l'Ordonnance du Premier Ministre n° 2 du 12 janvier 2021.

3.24. Le nombre de membres du personnel interne de la DPA a augmenté, passant de 14 à 20. Pendant la période 2016-2023, la DPA a pris de nouvelles mesures pour élargir ses activités grâce à l'évaluation de nouveaux systèmes d'évaluation de la conformité et à l'ajout de nouvelles activités d'accréditation. Durant ce laps de temps, 32 systèmes d'évaluation de la conformité ont été évalués et acceptés, donnant ainsi une accréditation à des organismes d'évaluation de la conformité. Récemment, la DPA a signé l'Accord multilatéral de la Coopération européenne pour l'accréditation (EA MLA) pour quatre domaines: les essais (2016), l'inspection (2018), la certification des systèmes de gestion (2018) et la certification des personnes (2020). Elle est aussi signataire de l'Arrangement de reconnaissance mutuelle de la Coopération internationale d'accréditation de laboratoires pour les essais (2016) et l'inspection (2018). Par ailleurs, elle a signé l'Accord de reconnaissance mutuelle du Forum international de l'accréditation dans deux domaines: la certification des systèmes de gestion (2018) et la certification des personnes (2022).

3.25. De grands progrès ont été observés quant au nombre d'organismes accrédités. En 2016, les organismes d'évaluation de la conformité accrédités étaient au nombre de 42, contre 111 aujourd'hui (50 laboratoires d'essai, 5 laboratoires médicaux, 1 laboratoire d'étalonnage, 8 organismes de certification des systèmes de gestion, 15 organismes de certification des personnes et 32 organismes d'inspection).

3.2.1.5 Politique de la concurrence

3.26. L'Autorité albanaise de la concurrence (ACA), entité publique indépendante, est chargée de suivre et de mettre en œuvre la politique de la concurrence. Ses fonctions lui ont été conférées par la Loi n° 9121/2003, qui n'a pas été modifiée pendant la période à l'examen. Les principaux objectifs en matière de concurrence sont définis dans la Politique nationale de la concurrence publiée en décembre 2006, validée par la Décision de la Commission de la concurrence n° 43 du 28 décembre 2006 et fortement modifiée en 2016.

3.27. La structure de l'ACA a été modifiée en 2017 et approuvée par la Décision parlementaire n° 43/2017. On dénombre parmi les principaux changements l'adoption d'une nouvelle position clé – l'économiste en chef réalise des analyses économiques et économétriques spéciales pour donner une solution plus complète et adéquate aux questions de concurrence sur le marché. L'ACA est membre à part entière du Réseau international de la concurrence (RIC) et prend part aux activités d'autres groupements internationaux tels que l'OCDE, la CNUCED, le Centre régional pour la concurrence OCDE-GVH, etc.

3.28. Entre 2016 et 2022, l'ACA a engagé 86 enquêtes (préliminaires ou approfondies) dans différents secteurs de l'économie, portant sur d'éventuels comportements anticoncurrentiels, abus de position dominante ou accords prohibés. Sur cette même période, elle a traité au total 559 cas et rendu dans ce cadre 61 décisions concernant des accords anticoncurrentiels, 70 concernant un abus de position dominante et 182 des fusions et des acquisitions. Les décisions de l'ACA peuvent faire l'objet d'un recours judiciaire. Pendant la période évoquée, 35 décisions ont été examinées par la Première cour administrative, 12 par la Cour administrative d'appel et 8 par la Haute Cour. L'ACA est habilitée à imposer des amendes, à prononcer des injonctions de ne pas faire et à appliquer d'autres mesures correctives.

3.2.1.6 Aides publiques

3.29. Chaque année, l'Albanie élabore le rapport annuel concernant les aides publiques, qui est publié au Journal officiel. Ce document contient des données détaillées concernant les aides publiques allouées pendant l'année examinée. Il est établi conformément à la méthodologie de la Commission européenne dans le domaine des aides publiques. En outre, l'Albanie présente régulièrement aux structures de l'OMC des notifications concernant les subventions.

3.2.1.7 Droits de propriété intellectuelle

3.30. Dans le domaine de la propriété intellectuelle, le gouvernement albanais vise à stimuler le développement économique, scientifique et culturel du pays, à garantir le bon fonctionnement du marché intérieur en trouvant le bon équilibre entre les droits des détenteurs d'objets de propriété intellectuelle et les intérêts des utilisateurs, et à renforcer le système d'enregistrement des objets de propriété intellectuelle. Le principal document d'orientation consacré aux DPI est la Stratégie nationale de protection de la propriété intellectuelle (NSIP). Cette stratégie court sur une période de cinq ans. Depuis le dernier examen de la politique commerciale, tous les objectifs qui y sont énoncés pour la période 2016-2020 ont été mis en œuvre. Avec l'assistance technique de l'OMPI, la nouvelle NSIP 2022-2025 a été validée par la DCM n° 350 du 26 mai 2022 portant approbation de la Stratégie nationale de protection de la propriété intellectuelle 2022-2025. Cette nouvelle stratégie définit clairement les engagements de chaque instance faisant partie de la chaîne institutionnelle de mise en œuvre de ces droits en République d'Albanie.

3.31. La nouvelle Loi sur le droit d'auteur de 2016, la Loi n° 35/2016 relative au droit d'auteur et à d'autres droits connexes, a changé la face du droit d'auteur en Albanie en introduisant de nouvelles notions et procédures. La loi consiste en une transposition totale de huit directives de l'Union européenne (UE) et partielle de cinq de ces directives. La loi albanaise sur le droit d'auteur s'applique aux ressortissants nationaux ou étrangers qui exercent une activité créative, commerciale, manufacturière ou tout autre activité d'évaluation, d'exploitation, d'utilisation ou d'aliénation d'une œuvre littéraire, artistique ou scientifique en République d'Albanie. En 2017, un guichet unique (S.U.A.D.A.) a été mis en place pour servir de structure centrale chargée de percevoir et distribuer les rémunérations du droit d'auteur et en 2016, la Direction du droit d'auteur albanaise a été établie et placée sous l'autorité du Ministère de la culture. En août 2022, la Loi sur le droit d'auteur a été modifiée par la Loi n° 37/2022 du 14 avril 2022 de sorte à améliorer la protection du droit d'auteur et d'autres droits connexes. Depuis 2016, la Direction du droit d'auteur a reçu 1 513 demandes d'enregistrement de droits d'auteur. L'Albanie présente régulièrement les notifications correspondantes à l'OMC.

3.32. Dans le domaine des brevets et marques de fabrique ou de commerce, la Loi n° 9947 du 7 juillet 2008 relative à la propriété industrielle a été modifiée en 2017 par la Loi n° 17/2017 et en 2021 par la Loi n° 96/2021. Les modifications de 2017 ont introduit la notion de marque de fabrique ou de commerce notoirement connue, l'octroi des licences des experts de la PI, des améliorations dans les procédures des objets de propriété intellectuelle et d'importantes

modifications concernant les indications géographiques et l'appellation d'origine. Une autre modification apportée par la loi de 2017 a été le changement de nom et de structure administrative de la Direction générale de la propriété industrielle (GDIP), qui a quitté le statut d'institution publique budgétaire pour celui d'institution publique extrabudgétaire. Cette instance est un organisme autonome placé sous la supervision du Ministère de l'économie. Il est prévu qu'une réforme juridique ait lieu pendant la période 2023-2025 dans les domaines de la propriété intellectuelle; elle consistera en l'élaboration et l'approbation de 5 lois distinctes, relatives aux objets de propriété intellectuelle. La loi portant modification de la Loi n° 9947 du 7 juillet 2008 sur la propriété industrielle approuvée en août 2021 ressemble en partie à la Directive (UE) 2016/943 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués (secrets d'affaires) contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites, et concerne l'établissement de la base de données publique sur la propriété industrielle et du système de gestion de la propriété industrielle (SAPI). Les modifications visent à donner à la SIMS le droit de procéder à des inspections non seulement sur le fondement des demandes introduites par les détenteurs de droits, mais aussi *ex officio*.

3.33. En 2018, l'Albanie a signé quatre accords internationaux dans le domaine de la propriété industrielle. La NSIP 2022-2025 prévoit l'adoption de deux autres traités internationaux, en l'espèce le Traité de Singapour et le Traité de Nairobi.

3.34. Depuis le 1^{er} mai 2022, toutes les demandes d'enregistrement de brevets, de marques, de dessins industriels et d'indications géographiques peuvent être présentées par voie électronique via le système e-Albania. Pendant la période 2015-2022, une tendance à la hausse a été observée dans le domaine des demandes nationales. En 2022, les demandes internationales ont représenté 63% des demandes totales, contre 37% pour les demandes nationales, dont environ 13,6% émanaient de requérants étrangers et 23,3% de requérants nationaux. Ces 5 dernières années, 85 demandes de brevet national et 11 demandes de modèle d'utilité ont été déposées par des requérants albanais et étrangers.

3.35. Aujourd'hui, l'enregistrement de produits au titre d'une indication géographique et d'une appellation d'origine a pris de l'ampleur. En 2022, six demandes ont été déposées au titre de l'Arrangement de Lisbonne concernant la protection des appellations d'origine et leur enregistrement international. La même année, une demande d'enregistrement d'appellation d'origine a été déposée et un certificat d'enregistrement de l'appellation d'origine a été délivré.

3.36. En 2016, la SIMS, une institution placée sous la direction du Ministère des finances et de l'économie, a été instituée par la DCM n° 36 du 20 janvier 2016. Elle est chargée de contrôler la sécurité des produits de consommation non alimentaires destinés aux consommateurs et de garantir la protection de la propriété intellectuelle, sur le marché de la République d'Albanie, contre les atteintes qui constituent des infractions administratives. On compte parmi les structures de la SIMS une unité chargée du droit d'auteur et une autre chargée de la propriété industrielle. En 2018, l'unité chargée de la propriété industrielle a procédé à 336 inspections. Pendant la période 2017-2022, 2 266 inspections concernant des atteintes au droit d'auteur et aux droits connexes et 468 inspections concernant des atteintes aux droits de propriété industrielle, y compris les marques, ont eu lieu, et 297 mesures administratives concernant le droit d'auteur et 121 mesures administratives concernant la propriété industrielle ont été imposées.

3.37. Depuis 2016, 710 demandes d'intervention (AfA) ont été inscrites au registre douanier et, pendant la période 2016-2022, 40 cas de détention ont été enregistrés.

3.2.1.8 Agriculture et pêche

3.38. La Stratégie en faveur de l'agriculture, du développement rural et de la pêche pour la période 2021-2027 contient des orientations et objectifs clairement définis ainsi que des mesures concrètes concernant les trois principaux domaines d'action: a) le développement durable de l'agriculture et des zones rurales; b) le développement durable de la pêche et de l'économie bleue et c) le renforcement des capacités administratives et institutionnelles, de la coopération des acteurs, de l'innovation et de la numérisation. Les objectifs transversaux de cette stratégie sont le renforcement des capacités institutionnelles et administratives en vue de l'alignement avec les acquis communautaires de l'UE et le transfert de connaissances et l'innovation dans l'agriculture et les zones rurales.

3.39. L'agriculture continue de contribuer fortement à la croissance puisqu'elle représente une part considérable de l'économie albanaise, constituant 20% du PIB.

3.40. Pendant la période 2016-2022, le secteur agricole a considérablement évolué. La politique agricole du gouvernement albanaise prévoit ce qui suit: 1) continuer d'améliorer la qualité de vie en zones rurales et diversifier les espaces et les débouchés pour les activités économiques; 2) s'efforcer de lisser les différences de niveaux de vie entre zones urbaines et rurales en investissant de manière continue dans les infrastructures publiques rurales au service des activités économiques des acteurs du secteur agricole; 3) accroître les exportations de produits agricoles et de produits de la pêche et augmenter la valeur ajoutée dans le pays; 4) développer durablement le tourisme rural et l'agrotourisme; et 5) renforcer le soutien à l'agriculture, à l'élevage et au développement rural.

3.41. Pour atteindre ces objectifs, le soutien financier interne à l'agriculture a augmenté sur la période 2010-2015, dans le respect de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture. Depuis 2016, les mécanismes nationaux de soutien sont repensés, y compris ceux visant à accroître la compétitivité de l'élevage et des produits agricoles dans les environnements protégés en réduisant les coûts grâce à un système de paiement par animaux enregistrés et par surface cultivée, à certifier les produits agricoles et les exploitations biologiques, à construire des marchés de produits agricoles et des marchés aux bestiaux dans certaines villes du pays, à améliorer l'efficacité énergétique et à adapter les capacités de pêche aux ressources halieutiques, à subventionner le carburant agricole aux fins de la mécanisation des cultures et à favoriser la formation et le transfert de connaissances dans le domaine de l'agriculture et du développement rural.

3.42. Dans le cadre de l'aide de préadhésion financée par l'UE, l'Instrument d'aide de préadhésion pour le développement rural (IPARD) apporte un soutien au secteur agroalimentaire et aux zones rurales des pays en voie d'adhésion. Le Programme IPARD II est mis en œuvre depuis 2018 (le premier appel à candidatures a été lancé fin octobre 2018 après que DG Agriculture a autorisé les tâches d'exécution du budget). L'IPARD vient compléter le Programme national de soutien à l'agriculture et fonctionne en parallèle avec celui-ci, et est également mis en œuvre par la Direction de l'agriculture et du développement rural (ARDA). La mise en œuvre de l'IPARD II a commencé fin 2018 et se poursuit encore, car la règle N+3 est appliquée. Le subventionnement total du programme s'élève à 71 millions d'EUR de la part de l'UE et à 23,6 millions d'EUR de la part du gouvernement albanaise; ce dispositif contribue au secteur en mettant l'accent sur les investissements dans les actifs matériels des exploitations agricoles et dans les actifs matériels concernant la transformation et la commercialisation des produits agricoles et des produits de la pêche et la diversification et le développement des exploitations agricoles.

3.43. Pour la période 2021-2027, le montant total de l'enveloppe de financement prévue au titre de l'IPARD-III s'élève à 146,4 millions d'EUR, dont 34,4 millions d'EUR en provenance du budget national. En tant que programme de l'UE, l'IPARD fixe le cadre du soutien admissible, en mettant au jour 13 mesures alignées sur la Politique agricole commune de l'UE. Le programme albanaise prévoit un soutien pour neuf de ces mesures, plus de la moitié du soutien total étant destinée aux investissements dans les actifs physiques des exploitations agricoles ainsi que dans la transformation et la commercialisation des produits agricoles et des produits de la pêche. Les autres domaines de soutien importants sont la diversification et le développement des exploitations agricoles et les investissements dans les infrastructures rurales et publiques. Cela représente une augmentation notable du nombre de types de mesures incluses dans le programme albanaise au titre de l'IPARD-III, l'IPARD-II ne prévoyant un soutien que dans quatre domaines

3.44. Pendant la période 2016-2022, les exportations de produits agricoles ont augmenté, en particulier les exportations de légumes, plantes et racines alimentaires, de fruits comestibles, de poissons et crustacés et mollusques, de préparations de viande, de poissons ou de crustacés, de graines et fruits oléagineux, de préparations à base de céréales, de farines, d'amidons, de féculs ou de lait et de préparations de légumes et de fruits. En 2016, le ratio des exportations aux importations était de 3,96, contre 2,89 en 2022, soit une progression de 1,04.

3.45. Concernant l'infrastructure d'irrigation et de drainage, au cours de la période 2016-2022, au titre du programme du Ministère de l'agriculture et du développement rural (MARD) appelé "Gestion de l'infrastructure d'irrigation et de drainage" et financé par le budget de l'État, 210 millions d'EUR ont été investis et dépensés pour faire fonctionner, entretenir, rénover et moderniser l'infrastructure d'irrigation et de drainage existante, à l'appui des agriculteurs. Les fonctions d'irrigation et de drainage ont été décentralisées de sorte à revenir aux municipalités et les conseils régionaux du

drainage et de l'irrigation ont été restructurés, ce qui constitue les principaux changements enregistrés dans le domaine de la gestion de l'eau.

3.46. Les politiques en vigueur concernant le secteur de la pêche sont articulées autour de la définition de règles et de mesures de mise œuvre aux fins de la gestion de la pêche, de la protection des ressources biologiques en mer et dans les eaux intérieures et de la limitation de l'impact environnemental de l'activité de pêche. On dénombre entre autres parmi ces dispositions la fixation de quotas de pêche, la gestion de la capacité de la flotte, la réglementation des marchés et de l'aquaculture, et le soutien à la pêche à petite échelle et aux communautés côtières. Aux fins de son développement durable en Albanie, il est prévu de considérer le secteur de la pêche comme une composante importante de l'économie bleue et de l'intégrer à ses autres composantes. L'expansion de nouveaux marchés et la création de nouvelles technologies et de nouveaux produits grâce à la facilitation de l'investissement et à l'encouragement du transfert et de l'acquisition de travaux d'étude et d'innovation dans le cadre de la protection des ressources biologiques en mer et dans les eaux intérieures créera des emplois tout en améliorant le développement socioéconomique et culturel ainsi que l'impact environnemental de cette activité capitale pour les communautés côtières. En 2022, pour la première fois, des crédits budgétaires ont été alloués à la mise en place de mesures de soutien au secteur de la pêche, telles que des mesures de soutien en faveur de l'achat de navires de pêche commerciale professionnels, du remplacement de navires de pêche existant ayant un tonnage brut et une puissance de moteur inférieure ou égale à ceux des navires existant, du renouvellement de l'infrastructure des navires de pêche et des subventions aux carburants destinées aux navires de pêche, compte tenu de la situation particulière créée par la guerre en Ukraine.

3.2.2 Commerce des services

3.47. Le commerce international des services a enregistré un solde excédentaire pendant trois années consécutives (2016-2019). Un recul a été enregistré en 2020, sous l'effet de la pandémie de COVID-19. Les exportations de services représentent près de 20% du PIB, tandis que la part moyenne des importations de services dans le PIB a été proche de 12% sur la période 2016-2022. En 2017, s'agissant des exportations, les services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers ont représenté environ 12% des recettes d'exportation totales, les services relatifs aux voyages environ 60%, les services de transport 8% et les autres services environ 21%. S'agissant des importations, les services relatifs aux voyages ont représenté environ 73% des dépenses et les services de transport 11%; les autres services ont représenté 16% des importations totales de services. Environ la moitié des non-résidents qui se rendent en Albanie viennent de Grèce et les autres sont des visiteurs d'autres pays tels que l'Italie, le Kosovo, la Macédoine du Nord, l'Allemagne, le Monténégro, etc.

3.48. Les principales destinations des résidents voyageant à l'étranger sont l'Italie, la Grèce et le Kosovo. En ce qui concerne les flux entrants, les données font état d'un nombre de voyageurs plus élevé, de séjours plus courts et de dépenses journalières moyennes plus faibles par rapport aux indicateurs des dépenses liées aux voyages à l'étranger.

3.2.2.1 Secteur financier

3.49. Au cours de la période 2016-2022, les avoirs financiers sont restés principalement dominés par l'activité bancaire, à un taux presque inchangé de 91%. Fin 2022, le reste des avoirs financiers a été attribué à des institutions financières non bancaires à hauteur de 3,9%, à des compagnies d'assurance à hauteur de 2,1%, à des fonds d'investissement à hauteur de 2%, à des associations d'épargne et de prêt à hauteur de 0,7% et à des fonds de pension privés à hauteur de 0,3%. Au cours des six années, le total des actifs du système financier a augmenté de plus de 33%. Toutefois, le paysage dans ce domaine a considérablement changé. En raison de regroupements, le nombre de banques est passé à 11, contre 16 en 2016. En revanche, le nombre d'institutions financières non bancaires a augmenté pour atteindre 38 en 2022, contre 28 en 2016. Par ailleurs, pendant la période considérée, le nombre de fonds d'investissement a augmenté, tandis qu'aucune tendance de cet ordre n'a été observée s'agissant des autres institutions évoquées.

3.50. Fin 2022, la structure restante du système financier était représentée par 12 entreprises d'assurance et une entreprise de réassurance, 6 entreprises de gestion, dont 4 sociétés de gestion de fonds de pension volontaires et de fonds communs de placement et 2 entreprises de gestion qui

gèrent uniquement des fonds communs de placement, 4 fonds de pension volontaires, 11 fonds ouverts faisant l'objet d'une offre publiques, 2 fonds d'investissement alternatif.

3.2.2.2 Secteur bancaire

3.51. La stabilité du système financier est importante pour préserver la stabilité macroéconomique, assurer la transmission de la politique monétaire et renforcer l'intermédiation financière. La Banque d'Albanie élabore une politique macroprudentielle pour l'ensemble du système financier, l'objectif étant de promouvoir sa stabilité et sa contribution à la croissance économique.

3.52. Le système financier albanais est concentré et dominé par le secteur bancaire. Le pays compte 11 banques, dont 6 sont à capitaux étrangers et 2 font partie de grands groupes européens. Cinq des banques sont des banques à capital albanais, tendance qui a été marquée pendant la période à l'examen et dont témoigne aussi l'augmentation de leurs parts d'actifs, de 17,4% en 2016 à 33,8% fin 2022. Le secteur bancaire albanais compte quatre grandes banques, dont les capitaux proviennent de Türkiye, d'Autriche et d'Italie, ainsi que d'Albanie. Ces banques représentent 68% de l'ensemble des actifs et des dépôts du secteur bancaire et 57% des prêts.

3.53. L'intermédiation financière, estimée au moyen du ratio des actifs du système financier au PIB, a atteint 97% en 2022. En six ans (2016-2022), les actifs du secteur bancaire ont augmenté en moyenne de 5,6%. Les activités de prêt ont augmenté de 3,2% par an en moyenne, tandis que les ristournes les plus importantes ont été liées aux répercussions de la pandémie et aux déséquilibres macroéconomiques liés à la guerre en Ukraine.

3.54. Cette tendance positive retranscrit surtout les regroupements de plus en plus fréquents des banques, l'augmentation de la part des banques nationales et la relative stabilité de la croissance économique. Plusieurs mesures prises par la Banque d'Albanie, en coopération avec le gouvernement, pour la réduction des prêts improductifs ont réduit cette charge pour les banques et ont créé un environnement plus propice à l'intermédiation économique. En outre, des interventions radicales ont eu lieu pendant la pandémie pour donner aux banques une large marge de manœuvre afin qu'elles restructurent leurs prêts et une initiative spéciale, dénommée "Approche de Tirana", a contribué à améliorer la qualité des actifs des banques. Par conséquent, le rapport entre les prêts improductifs et le total des prêts est passé à 5% en décembre 2022, une chute par rapport au taux à deux chiffres de 18,2% enregistré en 2016.

3.55. L'activité bancaire reste financée principalement par les dépôts, qui représentent environ 81% de l'ensemble des actifs. Le ratio prêts/dépôts est d'environ 47%. Le volume des dépôts a augmenté de 6,2% en moyenne ces six à cinq dernières années, principalement sous l'effet de l'accroissement des dépôts en devises étrangères. Le volume des dépôts en devises étrangères a augmenté pour atteindre une marge plus élevée de 5,6% par an en moyenne contre 4,7% pour les dépôts en monnaie nationale. Le secteur bancaire est très peu dépendant des sources extérieures de financement. La position nette du secteur bancaire à l'égard des non-résidents est restée largement créditrice. La position de liquidité du système bancaire est restée solide. L'exposition du secteur bancaire au risque de liquidité est faible. Les ratios de liquidité (actifs liquides par rapport au passif à court terme), le ratio de liquidité à court terme et le ratio structurel de liquidité à long terme, en ALL et en devises, dépassent les prescriptions réglementaires minimales.

3.2.2.3 Secteur non bancaire

3.56. À l'heure actuelle, le marché albanais de l'assurance compte 12 compagnies d'assurance, dont 8 compagnies d'assurance autre que sur la vie, 4 compagnies d'assurance-vie et 1 compagnie autorisée à exercer des activités de réassurance. Depuis 2016, le marché de l'assurance continue de prendre de l'ampleur et a affiché entre 2016 et 2022 une tendance à la hausse des primes brutes souscrites avec une progression moyenne de 8% de ces primes, sans tenir compte de l'effet de la pandémie de COVID-19 en 2020. Traditionnellement, le marché est axé sur l'assurance autre que sur la vie. Le principal fait nouveau enregistré dans le secteur pendant la période examinée a été l'adoption de la nouvelle Loi sur l'assurance obligatoire dans le secteur des transports approuvée par le Parlement le 16 mars 2021 et entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2021. Cette loi est partiellement alignée sur la Directive 2009/103/EC concernant l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation de véhicules automoteurs.

3.57. La loi fondamentale régissant le marché des fonds de pension volontaires est la Loi n° 10197 du 10 décembre 2009 sur les fonds de pension volontaires, qui est en vigueur depuis 2009. L'AFSA a établi une nouvelle loi relative aux fonds de pension privés afin de respecter la Directive (UE) 2016/2341 du Parlement européen et du Conseil de décembre 2016 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle (IORP II). Ce texte devrait être validé par le Parlement albanais en 2023. En outre, fin 2022, le marché comptait quatre sociétés de gestion, quatre fonds de pension volontaires et trois banques dépositaires de ces fonds de pension. Selon l'analyse des données du marché des fonds de pension volontaires au 31 décembre 2022, le total des actifs nets s'élève à 5,7 milliards d'ALL (environ 50 millions d'EUR). Fin décembre 2022, ce marché comptait 36 518 membres en activité.

3.58. Le secteur des fonds d'investissement a fait son apparition en Albanie au début de 2012 et, ces dernières années, le marché des fonds d'investissement est devenu le deuxième en termes d'actifs, derrière le secteur bancaire. En 2020, une nouvelle loi sur les fonds communs de placement est entrée en vigueur et a permis à l'AFSA d'approuver le cadre réglementaire. Fin 2021, la valeur des actifs nets du marché des fonds communs de placement a atteint environ 81,9 milliards d'ALL (environ 678 millions d'EUR). En 2022, ce marché s'est ressenti des incertitudes sur les marchés financiers internationaux et, par conséquent, des réactions des banques centrales partout dans le monde, y compris de la Banque d'Albanie, avec une augmentation du taux de base des intérêts et un accroissement des rendements des instruments de la dette publique. Fin 2022, 11 fonds d'investissement ouverts faisant l'objet d'une offre publique et 2 fonds d'investissement alternatif étaient en activité sur ce marché. Fin 2022, la valeur des actifs nets s'établissait à 46,05 milliards d'ALL (environ 403 millions d'EUR), soit un recul de 43,76% par rapport à fin 2021, principalement causé par la diminution des actifs nets des fonds d'investissement ouverts faisant l'objet d'une offre publique, alors que le total des actifs nets des fonds d'investissement alternatif s'est apprécié de 9,21% par rapport à fin 2021.

3.59. Le marché des capitaux albanais en est à ses débuts. Il est principalement dominé par les titres d'État et un volume croissant de titres placés de façon privée. Fin 2022, l'encours des titres émis par des placements privés s'élevait à environ 123 millions d'EUR, une augmentation de quelque 48,5% par rapport à fin 2021. En avril 2023, l'AFSA a validé le premier avis concernant des titres émis au moyen d'une offre publique par une institution de microfinancement. Actuellement, ces titres peuvent être négociés à la bourse des valeurs mobilières albanaise. Un nouveau texte, la Loi n° 62/2020 sur le marché des capitaux, est entré en vigueur le 1^{er} septembre 2020 et est aligné dans une large mesure sur la Directive concernant les marchés d'instruments financiers (MiFID II). Le cadre réglementaire fondé sur le nouveau marchés des capitaux a été achevé. Fin 2022, 13 entités fournissant des services d'investissement étaient en activité à la bourse des valeurs mobilières albanaise (principalement des banques), dont 10 servent de banques dépositaires chargées de conserver des instruments financiers pour le compte de clients. La bourse des valeurs mobilières albanaise, constituée au moyen de capitaux privés, a été autorisée en 2017 et est entrée en activité en 2018. Jusqu'en 2022, seuls des titres d'État y étaient échangés. Depuis sa mise en fonctionnement en février 2018 jusqu'à décembre 2022, cette bourse a enregistré un volume de transactions d'environ 31,9 millions d'EUR. L'infrastructure du marché à l'appui d'une nouvelle expansion du marché est déjà en place. Un document d'orientation relatif à l'essor du marché des capitaux, établi par l'AFSA en collaboration avec le Ministère des finances et de l'économie, a été approuvé en avril 2023 par le Conseil des ministres.

3.2.2.3.1 Communications électroniques

3.60. En République d'Albanie, le secteur des communications électroniques est réglementé par la Loi n° 9918 du 19 mai 2008, qui a été modifiée par la Loi n° 92/2019 du 18 décembre 2019. La Loi n° 9918/2008, telle que modifiée, repose sur l'approche de l'Union concernant la période en question et prévoit la réglementation sur l'accès et l'interconnexion. De nouvelles améliorations (transposition et plein alignement avec le Code des communications électroniques européen (CCEE)) est prévu, par l'adoption de la nouvelle loi sur les communications électroniques, qui sera validée d'ici 2023. L'Autorité des télécommunications électroniques (AKEP), conformément à l'objectif de la loi sur les communications électroniques en République d'Albanie, examine les réglementations et meilleures pratiques des États membres de l'UE et de l'organe des régulateurs européens des communications électroniques, compte tenu des conditions dans le pays.

3.61. En 2016, une nouvelle réglementation de l'AKEP a été validée; elle remplace celle de 2010 et introduit des règles plus claires et plusieurs changements opérationnels concernant la portabilité des

numéros. En 2022, 44 243 numéros de téléphone mobile et 911 numéros de téléphone fixe ont été transférés.

3.62. Au cours de la période considérée, le secteur des télécommunications en Albanie s'est considérablement développé. Un Plan directeur national a été adopté en juin 2020 pour le développement durable de l'infrastructure numérique pour le haut débit. Pendant cette même période, le nombre d'utilisateurs du haut débit par lignes fixes a considérablement augmenté dans le pays et le marché de la téléphonie mobile a connu une croissance considérable, en particulier la couverture des réseaux LTE (3G et 4G+), qui dessert 99% de la population. La souscription à des services mobiles à large bande a augmenté d'un tiers, passant de 60% à 84% des habitants pendant la période, tandis que le nombre total de souscriptions Internet (fixes et mobiles) a dépassé le seuil de 100% en 2022.

3.63. Le 24 décembre 2020, un nouveau Plan national de fréquences a été approuvé. Ce dispositif est fondé sur les meilleures pratiques internationales. Les bandes de fréquences les plus importantes pour les réseaux cellulaires en 5G sont incluses dans ce plan. Un Accord régional d'itinérance (RRA) concernant la réduction du prix des services d'itinérance sur les réseaux publics de communication mobile dans la région des Balkans occidentaux a été signé le 4 avril 2019. Il est entré en vigueur au 1^{er} juillet 2019. L'itinérance aux conditions nationales est en vigueur dans les Balkans occidentaux depuis le 1^{er} juillet 2021.

3.2.2.3.2 Services postaux

3.64. Le secteur postal est régi par la Loi n° 46/2015 sur les services postaux, qui transpose la Directive 2002/59/CE de l'UE sur les services postaux, telle que modifiée. Les règlements d'application sont aussi adoptés. Le marché postal est libéralisé, et en janvier 2017, le domaine réservé a été supprimé. La DCM n° 207 du 6 avril 2022 porte approbation du document d'orientation concernant les services postaux en République d'Albanie à partir de 2021 et fixe des objectifs concrets et opérationnels pour toutes les parties prenantes, en vue de développer et d'améliorer le secteur postal, conformément aux acquis de l'UE, et en particulier pour tenir compte de l'innovation technologique et stimuler le commerce électronique. Un instrument juridique concernant la livraison transfrontières de colis a aussi été approuvé au moyen de l'Instruction n° 5/2021 du 25 juin 2021 du Ministre des infrastructures et de l'énergie sur l'approbation du Règlement relatif aux services de livraison transfrontières de colis aligné avec le Règlement (UE) 2018/644. En juin 2023, 31 opérateurs de services postaux ont obtenu une licence de l'AKEP ou ont été agréés par cette dernière.

3.2.3 Coordination et suivi de la politique commerciale

3.65. Comme évoqué précédemment, depuis 2016, l'Albanie a mis sur pied le Comité national de coordination de la politique commerciale. Le Comité est actif et se réunit trois à quatre fois par an. Il est en fonction au titre de la réglementation interne concernant le fonctionnement du Groupe interinstitutionnel de coordination de la politique commerciale et de facilitation des échanges, approuvée par le Ministre des finances et de l'économie. Le premier Plan d'action sur la facilitation des échanges pour la période 2017-2020, validé par le Comité, est presque achevé, et le Plan d'action pour la période 2021-2023 est en vigueur.

3.66. La nouvelle ordonnance n° 104 du 7 août 2020 du Premier Ministre relatif à l'établissement du Groupe interinstitutionnel de coordination de la politique commerciale et de facilitation des échanges a étendu la portée des tâches de ce Comité en lui donnant compétences dans des domaines relevant du commerce des services.

4 OBJECTIFS ET ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

4.1 Participation aux négociations de l'OMC

4.1. Depuis le dernier examen, en 2016, l'Albanie a présenté en tout 142 notifications au Secrétariat de l'OMC. S'agissant des notifications concernant le soutien interne à l'agriculture, pendant plusieurs années, l'Albanie a demandé au Secrétariat de l'OMC de lui fournir une assistance technique pour élaborer ces notifications. En mai 2023, le Secrétariat de l'OMC a présenté aux représentants de

l'Albanie une introduction aux mécanismes de transparence dans le domaine des ADPIC et au système de présentation e-TRIPS afin de consulter les notifications en ligne concernant les ADPIC.

4.2. L'Albanie s'est portée coauteur de différentes initiatives de l'OMC sur des sujets tels que les MPME, les discussions structurées sur la facilitation de l'investissement pour le développement, le commerce électronique, le commerce et la santé, le commerce et la durabilité environnementale, le Dialogue informel sur la pollution par les plastiques et le commerce des plastiques écologiquement durable et la réglementation intérieure dans le domaine des services.

4.3. En approuvant la Loi n° 7/2016 portant acceptation du Protocole modifiant l'Accord de Marrakech instituant l'OMC, l'Albanie a accédé à l'Accord sur la facilitation des échanges. Elle a déposé l'instrument d'acceptation le 10 mai 2016 et a élaboré toutes les notifications relevant de cet accord. En application de la Loi n° 30/2018 portant acceptation de la Liste CXLVI complétant la liste de l'Accord sur les technologies de l'information, dans le cadre de l'OMC, l'Albanie a accepté ladite liste. Ce dispositif a été mis en place au titre de la Loi n° 128/2016 portant modification de la Loi n° 9981 du 8 septembre 2008 concernant l'approbation des niveaux de droits de douane, telle que modifiés, compte tenu des redevances figurant sur la liste CXLVI. L'Initiative conjointe sur la réglementation intérieure dans le domaine des services a été validée par le parlement albanais au moyen de la Loi n° 91/2022 du 22 décembre 2022. Le Parlement a ratifié l'Accord de l'OMC sur les subventions à la pêche et la Loi n° 42/2023 a été publiée au Journal officiel du 5 juillet 2023. L'Albanie enverra bientôt son instrument d'acceptation au Secrétariat de l'OMC.

4.4. Pour ce qui est de l'accession à l'AMP, en septembre 2022, un groupe de négociations pour l'accession à l'Accord de l'OMC sur les marchés publics (AMP) a été mis sur pied conformément à l'ordonnance du Premier Ministre et placé sous la direction de l'Agence des marchés publics. En octobre 2022, l'Albanie a présenté au Comité des marchés publics du Secrétariat de l'OMC, à sa demande, un bilan des faits nouveaux survenus en Albanie qui influent sur l'engagement d'accéder à l'AMP. L'Albanie a pris part à la réunion du Comité des marchés publics du 7 juin 2023 et a présenté les faits nouveaux récents. Elle a présenté la liste au Secrétariat de l'OMC, le 27 juillet 2023.

4.2 Processus d'adhésion de l'Albanie à l'Union européenne

4.5. L'adhésion à l'UE demeure un des buts stratégiques du gouvernement albanais. Cet objectif ne peut être atteint que par la mise en œuvre intégrale de l'Accord de stabilisation et d'association (ASA) et par le respect des critères de Copenhague, qui sont des conditions préalables à l'adhésion à l'UE. L'ASA a été signé en 2006 et est entré en vigueur le 1^{er} avril 2009, une date importante dans le processus d'intégration à l'UE. Depuis 2006, le gouvernement albanais approuve un plan spécial pour la mise en œuvre de l'ASA. Le Plan national pour l'intégration européenne, un plan continu sur trois ans, est l'instrument de planification destiné à rapprocher la législation albanaise des acquis de l'UE. Il comprend tous les documents stratégiques liés au processus d'adhésion à l'UE et aux instruments albanais prévus qui visent au rapprochement évoqué précédemment. Le Plan national pour l'intégration européenne 2023-2025 a été validé par la DCM du 1^{er} mars 2023.

4.6. Le 19 juillet 2022, le gouvernement albanais a entamé les négociations avec l'UE en vue de son accession à l'Union, à la première conférence intergouvernementale entre ces deux parties. Le processus de contrôle a été officiellement lancé à la date susmentionnée et le 15 septembre 2022. Réalisée par les six groupes prévus dans la nouvelle méthodologie de négociations en vue de l'accession, cette étape conclura en novembre 2023. Suivant le calendrier de la Commission européenne, le processus de contrôle arrivera à son terme d'ici à novembre 2023. Jusqu'en juillet 2023, l'Albanie a achevé le contrôle du premier groupe, "questions fondamentales", du deuxième groupe "marché intérieur" et du troisième groupe "compétitivité et croissance inclusive". Les participants aux réunions explicatives et bilatérales étaient extrêmement motivés et suivaient strictement le calendrier; des plans clairs ont été établis en vue du rapprochement avec l'acquis de l'UE et l'Albanie s'est engagée à remplir toutes les obligations prévues aux fins de son intégration à l'Union.

4.3 Intégration régionale

4.7. L'Accord de libre-échange d'Europe centrale (ALEEC) de 2006 et sa mise en œuvre ont revêtu une grande importance pour l'Albanie s'agissant d'élargir les débouchés commerciaux dans la région. Depuis le dernier examen, d'importantes modifications ont été apportées à cet accord. Pour répondre

au besoin d'approfondir davantage l'intégration commerciale dans la région, les parties à l'ALEEC ont conclu les négociations sur le Protocole additionnel n° 5, que l'Albanie a ratifiées par la Loi n° 18/2018 sur la ratification du protocole additionnel n° 5 de l'Accord sur la modification de l'Accord de libre-échange centre-européen et l'adhésion à cet instrument. Au niveau de l'ALEEC, ce Protocole est entré en vigueur le 18 avril 2018. Afin d'approfondir davantage l'intégration commerciale dans la région, les parties à l'ALEEC ont conclu le Protocole additionnel n° 6 qui vise à une plus grande libéralisation du commerce des services, que l'Albanie a ratifié par la Loi n° 46/2020 sur la ratification du Protocole additionnel n° 6 de l'Accord sur la modification de l'Accord de libre-échange centre-européen et l'adhésion à cet instrument. Au niveau de l'ALEEC, le protocole est entré en vigueur le 11 janvier 2011. Il repose sur les principales dispositions de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) de l'OMC et trouve son origine dans l'attachement à libéraliser davantage les secteurs où des engagements ont été pris. Actuellement, l'Albanie prend part aux négociations du mécanisme de règlement des différends intitulées "Protocole additionnel n° 7", dans le cadre de l'ALEEC.

4.8. Le 10 novembre 2020, au Sommet de Sofia, les dirigeants des six pays des Balkans occidentaux ont adopté le Plan d'action pour l'établissement du Marché régional commun des Balkans occidentaux (CRM AP 2021-2024). Une fraction des mesures de mise en œuvre de l'AP5, l'AP6 et l'AP7 figure dans ce plan. Ce plan produira des résultats tangibles et concrets au profit des citoyens et des entreprises de la région.

4.9. Depuis 2016, l'Albanie et le Kosovo ont signé différents accords, sur des sujets tels que la mobilité professionnelle, la propriété intellectuelle, la coopération en matière d'investissements et les procédures douanières. En septembre 2022, l'accord conclu entre les deux pays concernant la mise en œuvre de dispositions mutuelles/réciproques dans les procédures douanières et/ou le contrôle des marchandises à l'entrée ou à la sortie, est entré en vigueur.

4.10. L'Albanie continue de mettre en œuvre l'Accord de libre-échange avec l'UE, les pays de l'AELE, l'ALEEC et la Türkiye.
